

Etat d'urgence sociale, les maires de Ville & Banlieue lancent l'alerte

Notre pays traverse une crise profonde et multifactorielle : sanitaire, sociale, économique, politique, identitaire et démocratique. Les maires de toutes les communes de France, notamment et particulièrement ceux des communes populaires où vivent près de 6 millions d'habitants parmi les plus fragiles, dont une partie est représentée par notre association, sont une fois de plus en première ligne et doivent faire face aux difficultés de leurs concitoyens au quotidien.

Depuis les tragiques attentats de Conflans Sainte-Honorine et de Nice par des terroristes islamistes, alors que les auteurs de ces actes intolérables - et ceux qui les inspirent - contestent nos valeurs de Liberté, de Fraternité et de Laïcité, resurgissent dans les médias, les réseaux sociaux, les discours politiques, les appels à la sécession et à la guerre civile. Les paroles rationnelles d'unité et de rassemblement ont très vite cédé la place aux cris irresponsables de haine et de division.

Dans cette période des plus troubles qui nous fait craindre le retour de fanatismes destructeurs du contrat social qui nous lie, les maires des communes populaires où se concentrent pauvreté, chômage de masse touchant d'abord notre jeunesse, décrochage scolaire, insécurité, mal logement, foyers pauvres, souvent d'origine étrangère, placés là par des politiques non-maîtrisées de peuplement... doivent affronter l'accusation inique d'avoir été et d'être les complices plus ou moins consentants du communautarisme dans les territoires qu'ils administrent à des fins forcément électoralistes.

Nous récusons fermement et résolument ce mauvais procès qui nous est fait aujourd'hui, parfois par les mêmes qui ont laissé les choses s'installer par leur inaction, leur désintérêt, voire leur mépris, lorsqu'ils étaient en position d'agir.

Nous récusons fermement et résolument ces accusations ignobles et infondées alors même que, depuis plus de vingt ans, nous lançons systématiquement l'alerte sur la situation de nos quartiers populaires qui n'a cessé de se dégrader. Oui, nous n'avons eu de cesse d'alerter sur la progression constante et méthodique du séparatisme confessionnel, porté par les tenants d'un islam des plus radicaux quand, dans le même temps, l'adhésion à nos valeurs communes et républicaines reculaient inéluctablement.

Depuis plus de vingt ans, nous attirons l'attention des gouvernements successifs sur le risque de voir nos territoires perdus pour la République, incapable d'y recréer suffisamment de mixité, de mobilité éducative ou sociale, malgré les efforts importants des collectivités locales pour maintenir des services publics et un accès de tous à l'exercice du droit commun en matière de formation ou d'emploi, à la solidarité, à un logement décent, à l'éducation, à la culture, aux loisirs, à la tranquillité et à la sécurité publiques.

Depuis plus de vingt ans, nous nous battons pour ramener l'équilibre dans nos villes structurellement déséquilibrées sur un plan social et sociologique sans qu'aucun véritable mécanisme de régulation ne soit mis en œuvre afin d'enrayer un délitement inéluctable.

Depuis plus de vingt ans, nous luttons avec des armes inégales en attendant un nouveau plan d'une ampleur indispensable pour agir efficacement et durablement dans les banlieues, plans toujours promis, parfois élaborés - le plan BORLOO par exemple - et jamais engagés durablement.

Depuis plus de vingt ans, nous sommes placés dans la position d'éternels quémandeurs d'une plus grande Égalité entre les territoires, entre les citoyennes et les citoyens de notre pays, pour maintenir la promesse républicaine et faire vivre l'espérance de Fraternité entre toutes et tous quelle que soit son genre, son origine ou sa condition.

Depuis plus de vingt ans, par insuffisance de solidarité nationale et d'équité territoriale, nous sommes soumis et résistons du mieux que nous pouvons, dans l'administration de nos communes, aux pressions contradictoires de celles et ceux qui prônent le repli communautaire d'où qu'il vienne. Et si certains comportements ont pu constituer des dérives condamnables, ils ont été minoritaires par rapport au grand nombre des élus en responsabilité.

Depuis plus de vingt ans, nous sommes les inlassables, les fidèles défenseurs de nos communes et quartiers populaires et, surtout, des habitants qui y résident. Tous les habitants, à égalité de droits, de devoir et de dignité. Sans distinction d'aucune sorte. C'est cela l'universalisme républicain !

Pendant tout ce temps, nous n'avons eu de cesse d'alerter les pouvoirs publics sur la dégradation de la cohésion sociale, sur les reculs de l'adhésion consentie au pacte républicain, sur la montée d'autres mécanismes de solidarité, communautaires - ou communautaristes - qui venaient méthodiquement pallier les carences de l'action publique et contester les fondements mêmes de notre système démocratique. Avons-nous été entendus vraiment ? Notre parole a-t-elle été jamais prise en compte à la hauteur des enjeux et des défis de nos territoires vulnérables ? Non.

Nous, élus et Maires de Ville & Banlieue dans la diversité de nos engagements politiques respectifs, rejetons vigoureusement les accusations qui nous sont injustement adressées. Nous réaffirmons notre attachement viscéral à notre contrat social et laïque fondé sur l'adhésion consentie à la loi commune et sur le respect mutuel des convictions individuelles de chacune et de chacun, sur l'acceptation d'un dessein collectif permettant à chacune et à chacun d'y prendre sa place et de contribuer à sa réalisation.

Relations avec les medias > Frédéric Rey 06 20 58 48 79